

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1847 — 1848.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 14.

M. LESOINNE, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 3747. | Par pétition datée d'Anvers, le 28 mars 1848,
Le sieur d'Henry demande que les députés qui n'assistent pas aux séances de la Chambre, ne reçoivent point l'indemnité mensuelle. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 2. | 3768. | Par pétition datée de Heusy, le 31 mars 1848,
Le bourgmestre de la commune de Heusy demande la nomination des bourgmestres et des échevins par les électeurs. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 3. | 3803. | Par pétition datée de Lille-St-Hubert, le 3 avril 1848,
Les membres du conseil communal de Lille-St-Hubert demandent que les élections pour les Chambres aient lieu aux chefs-lieux de canton. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 4. | 3837. | Par pétition datée de Stavelot, le 11 avril 1848,
Plusieurs habitants de Stavelot demandent que les électeurs du canton puissent voter au chef-lieu pour la |

nomination des membres des deux Chambres. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

5. 3839. Par pétition datée de Liège, le 11 avril 1848,
Plusieurs ouvriers tailleurs, à Liège, demandent que les ateliers de travail dans les prisons, les dépôts de mendicité et autres établissements, cessent de leur faire concurrence. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
6. 3847. Par pétition datée de Fosse, le 12 avril 1848,
L'administration communale de Fosse, appuyant le projet de réunion du canton de Stavelot à l'arrondissement administratif de Verviers, demande que les électeurs du canton puissent voter au chef-lieu pour la nomination des membres des deux Chambres. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
7. 3848. Par pétition datée de Mons, le 14 avril 1848,
Plusieurs couturières, lingères et blanchisseuses, à Mons, demandent la suppression des établissements religieux qui leur font concurrence. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 3853. Par pétition datée de St-Pierre-sur-la-Digue, le 15 avril 1848,
Les sieurs Meulebrouck et Viane, fermiers des ponts de Scheepsdaele et de Stalhille, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir l'indemnité qui leur a été promise lorsqu'ils ont été obligés de résilier leur ferme. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et des Travaux Publics.

M. ZOUDE, 2^{me} rapporteur.

9. 3670. Par pétition datée de Vilvorde, le 16 mars 1848,
Le sieur Van Campenhout demande la suppression de tous les impôts sur les denrées alimentaires. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
10. 3700. Par pétition datée de Lokeren, le 22 mars 1848,
Plusieurs blanchisseurs de toiles, à Lokeren, présentent des observations contre l'établissement d'une société de blanchiment et d'apprêt, à Gand. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

11. 3757. Par pétition datée de Virton, le 26 mars 1848.
Le sieur Wanderscheid propose des mesures qui ont pour objet d'améliorer la situation du pays. — Concl. — Ordre du jour.
12. 3907. Par pétition datée de Pâturages, le 28 avril 1848,
Les membres de l'administration communale de Pâturages demandent l'exécution du canal de Jemmapes à Alost et du canal de Mons à la Sambre, et prient la Chambre d'autoriser le Gouvernement à employer à ces travaux les deux millions de cautionnement qui ont été déposés par la société concessionnaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
13. 3711. Par pétition datée de Charleroy, le 15 mars 1848,
Les exploitants de mines de houille et ouvriers du bassin de Charleroy demandent la réforme du système de péages sur les canaux et rivières, et une réduction de 75 p. 0/0 sur les péages des canaux de Charleroy et de la Sambre. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et des Travaux Publics.
14. 3727. Par pétition datée de Jemmapes, le 23 mars 1848.
Les exploitants de mines de houille du couchant de Mons présentent des observations contre la demande qui a pour objet une réduction de 75 p. 0/0 sur les péages du canal de Charleroy à Bruxelles et sur la Sambre canalisée. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et des Travaux Publics.
-